

Allemagne : est-il intégré, celui qui paye des impôts et n'accepte pas l'homosexualité ?

écrit par Jean Schoving | 20 octobre 2024



Clemens Neuhold



Clemens Neuhold

Migration

Islamologue : « Est-il intégré, celui qui paye des impôts et n'accepte pas l'homosexualité ? »

Avant les négociations gouvernementale et l'élection Vienne 2025, le parti ÖVP est en quête de conseils auprès de l'islamologue allemand, Ahmad Mansour. Celui-là plaide pour une nouvelle image de l'intégration.

Clemens Neuhold

Lors de sa visite à la centrale du parti ÖVP à Vienne, deux gardes du corps contrôlent la pièce de la conférence de presse puis se postent devant les portes. **Le psychologue arabo-israélien Ahmad Mansour, qui vit à Berlin, dirige des programmes contre l'extrémisme et il est considéré comme une voix prépondérante contre l'islamisme.** C'est un invité permanent des débats télévisés allemands et il a fait l'objet répété de menaces de mort de la part de djihadistes. À l'invitation du chef de l'ÖVP Vienne, Karl Mahrer, **il a**

plaidé pour une conception élargie de l'intégration.

Le 7 octobre comme révélateur

« *On peut travailler et payer des impôts. Mais si on conçoit l'homosexualité comme péché ou ne reconnaît pas l'État d'Israël, est-on intégré pour autant ?* » Trop longtemps, l'intégration a été réduite à la formule « Langue plus travail moins criminalité », estime Mansour. Mais les gens ne devaient pas être « acceptés émotionnellement ». Cela leur aurait été transmis trop peu. « En 2015, on disait, nous y arriverons – « *Wir schaffen das* » -. Mais il n'a pas été précisé quoi ni comment. » **La vague d'antisémitisme après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 a montré de façon plus qu'évidente quelles valeurs incompatibles avaient amenées avec eux ou développées en Europe une partie des réfugiés.**

« Nos valeurs sont attractives »

Mansour préfère être invité par des partis de gauche parce qu'il n'attribue pas la responsabilité principale de l'intégration réussie à l'État, mais aux familles. « *Des États comme l'Allemagne et l'Autriche proposent aux réfugiés un nombre incroyable de chances et investissent d'importantes sommes. Nos valeurs d'autodétermination et de liberté seraient en fait particulièrement attrayantes.* ». La raison principale pour laquelle ces chances ne sont pas saisies réside dans les structures patriarcales que les réfugiés apportent avec eux.

Qu'entend-il par cela ? Les pères ou chefs de clans qui décident pour leurs familles sans contestation ; qui exigent l'obéissance – y compris par la force ; qui privent les enfants et les femmes de la chance d'autodétermination individuelle et de la liberté sexuelle ; qui déterminent eux-mêmes ce qui est honteux et illégal et placent dans ce cas leurs valeurs au-dessus de celles de la société

d'accueil.

Ne pas être une victime par le couteau

Pour Mansour, les structures patriarcales sont le terreau de la criminalité, de l'homophobie, de la soumission des femmes et dans le cas extrême, du terrorisme. « *L'usage de la violence ne reste jamais limité à la famille, mais arrive sur les routes* », dit Mansour. « *Si on demande à des individus pour quelle raison ils ont un couteau avec eux, ils disent simplement : ils ne veulent pas être des victimes.* » Ce statut de victime, qu'ils surmontent de par leur masculinité exagérée, trouve son origine dans leur éducation.

Mahrer de l'ÖVP en déduit des demandes : une situation de délit contre les gardiens de la vertu, le contrôle indépendant de l'enseignement de l'islam, le contrôle renforcé des mosquées ainsi qu'un changement de l'accession à la nationalité.

Moins de salaire, plus de valeurs pour la nationalité ?

La nationalité ne doit pas être automatiquement accordée après dix ans, mais à la fin d'un « processus d'intégration réussi ». Quand la conception des valeurs en Autriche et en Europe correspondra. Par ailleurs, le chemin de la nationalité peut être facilité aux migrants. Au SPÖ, le maire de Vienne, Michael Ludwig, ainsi que la seconde présidente du Conseil national Doris Bures, exhortent à un seuil de rémunération inférieur pour la concession de la nationalité. Elle est à l'heure actuelle de 1 200 euros nets après déduction de toutes les dépenses relatives au coût de la vie.

La nationalité sera certainement un sujet de discussion lors des négociations gouvernementales

Traduction de **Jean Schoving pour Résistance républicaine**

<https://www.profil.at/oesterreich/islamismus-experte-ist-integriert-wer-steuern-zahlt-und-homosexuelle-nicht-akzeptiert/402963918>